

Document

Londres va garantir les actifs "pourris" des banques britanniques. (20.01)

La Tribune 19.01 - Face à une situation économique sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement britannique, et surtout son Premier ministre Gordon Brown, fait fi de tous les principes du libéralisme et lance son deuxième plan de soutien au secteur bancaire en quatre mois. L'objectif cette fois est de relancer le crédit aux entreprises et aux ménages, afin d'éviter que la récession économique ne s'aggrave.

Ce matin, Alistair Darling, le chancelier de l'Echiquier (équivalent du ministre de Finances chez nous), a confirmé que le pays était bien entré en récession. Comme la presse le présentait, la mesure principale de l'opération est la garantie par l'Etat des actifs à risques des banques.

Selon les estimations du Trésor britannique, le plan monopoliserait la somme de 100 milliards de livres (environ 110 milliards d'euros), comme le tablait la presse. Mais si l'ensemble des banques y souscrivent, et elles en ont toute la possibilité, son montant pourrait doubler : 200 milliards de livres (220 milliards d'euros).

Après un premier plan lancé en octobre dernier et visant à recapitaliser les banques, il est donc question cette fois-ci de relancer les prêts aux entreprises, a annoncé dimanche Gordon Brown, le Premier ministre britannique en marge de sa visite à Charm-el-Cheikh, en Egypte. "Ce que nous voulons faire maintenant, c'est relancer les prêts et vous verrez demain (aujourd'hui lundi, nldr) que des mesures seront prises pour faire en sorte que les banques et les institutions non bancaires soient capables d'à nouveau prêter de l'argent, d'accroître le volume des prêts et, dans certains cas, de commencer à accorder des prêts", avait-il poursuivi. Les mesures ne sont pour le moment pas d'avantage détaillées.

On sait seulement qu'avec ce plan, inspiré du modèle américain, le fameux "plan Paulson" ou plan "TARP", implique que l'Etat britannique assumerait ainsi les éventuelles pertes qui pourraient découler de ces actifs pourris mais ces derniers resteraient dans la comptabilité des instituts et ne seraient pas réunis dans une "banque pourrie", comme on l'avait d'abord envisagé. Enorme perte pour RBS.

En terme de calendrier, le moment est plutôt bien choisi car la période de la publication des résultats pour 2008 approche ; des résultats qui selon la BBC devraient être particulièrement mauvais. RBS a déjà fait savoir ce matin qu'elle anticipait une perte de 7 à 8 milliards d'euros en 2008 et une dépréciation exceptionnelle supplémentaire de près de 20 milliards. Londres, qui dispose de 58% du capital de l'établissement d'Edimbourg depuis le premier plan de sauvetage, tente de relâcher la pression.

En effet, la plupart des établissements nationalisés ou semi nationalisés ces derniers mois concentre leur énergie sur le remboursement de leur dette à l'Etat plutôt qu'à octroyer des prêts, seulement rentables à long terme. Le gouvernement va donc transformer les 5 milliards de livres d'actions RBS préférentielles dont il dispose et qui coûtaient 12% par ans à RBS en actions ordinaires, sa part de capital est passée de 58 à 70%.

De même, Northern Rock, entièrement nationalisée l'an dernier s'est vu accorder plus de temps pour rembourser sa dette. Bien sûr, comme tous les établissements qui bénéficient de cette aide, ils s'engagent à augmenter leurs prêts.

De leur côté, Barclays et HSBC, qui avaient toutes les deux refusé l'aide de l'Etat à l'automne, pourraient bien l'accepter cette fois. En octobre dernier, le programme que Londres avait lancé pour recapitaliser les banques, était de 37 milliards de livres (41 milliards d'euros). Il a conduit à la nationalisation partielle de plusieurs établissements dont RBS et Lloyds TSB/HBOS.